

tation au début des années 1990 – sous le même Cavallo – exigées par le Fonds monétaire international (FMI). »

L'Argentine, pays de 38 millions d'habitants, est plongée, en juillet, en pleine crise financière. Il y a cinq millions de chômeurs dont seulement 189 000 reçoivent une indemnisation après six mois de chômage. Tout Argentin peut devenir (s'il le veut) expert dans le concept *riesgo-pais* (risque-pays). Le taux de rendement sur les bons du trésor argentins a bondi de 9% à 15,5%, entre avril et juin 2001, car les marchés financiers ne pensent pas que l'Argentine puisse payer l'intérêt sur sa dette extérieure. Cavallo doit vite trouver de l'argent pour payer le taux obligataire du marché.

En dépit des manifestations, le gouvernement de la Rúa a réussi à imposer son « déficit zéro ».

En dépit des manifestations houleuses des syndicats et des débats agités du Congreso, le gouvernement du président, passif, de la Rúa et de l'endiablé Cavallo réussit à imposer son « déficit zéro » (prescription néo-libérale qui, au Nord, nous est aussi très familière). « Déficit zéro », c'est-à-dire amputer de 13% les pensions des retraités du gouvernement et les salaires des fonctionnaires qui dépassent 500 dollars par mois. Le lendemain de la crise, les serveurs de la Chambre agressaient presque les politiciens sur des questions syndicales. Pour comprendre, il faut savoir que les politiciens gagnent entre 6 000 et 10 000 dollars US (ou pesos ar-

gentins) par mois, alors que le salaire légal minimum est de 300 \$ en Argentine.

L'ombre du Fonds monétaire international (FMI), sans états d'âme pour les pauvres et même pour la classe moyenne, plane sur l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Brésil. L'action, la réaction, l'inaction du FMI, de qui l'Argentine dépend pour 160 milliards de dollars US, obsèdent les médias.

En août, le FMI semblait enfin disposé à concéder à l'Argentine un prêt, entre huit et vingt-deux milliards de dollars. Mais qui sait vraiment? Peut-on connaître, vérifier ces sommes faramineuses, dans cet univers virtuel? La dernière réforme était la septième en deux ans et demi. À quand la huitième?

que les citoyens en soient le moindrement conscients ».

Le sujet de la Zléa est peu courant dans l'opinion publique, dans le Cône Sud, alors qu'il semblait brûlant au Québec et au Canada, au moins pendant les sommets de Québec. Par contre, j'ai découvert un Chili absorbé par le lugubre mélodrame du général Pinochet, de nouveau traduit en justice pour les 3000 assassinats (et 250 000 victimes de torture) commis sous sa dictature. À 85 ans, sénile aux yeux du tribunal (mais non pas aux yeux de son fils, qui défendait à la télé l'acuité mentale d'Augusto Pinochet Ugarte), l'ex-dictateur est proclamé inapte à un procès.

URUGUAY

À Montevideo, capitale de l'Uruguay, on est à une heure et demie de vol au sud-ouest de Porto Alegre. La capitale de l'Uruguay, petit pays bucolique de la dimension de la Hongrie, est un havre bancaire pour les Argentins d'à côté. L'atmosphère est morose : quand l'Argentine éternue, l'Uruguay prend un terrible rhume.

Ultimas Noticias, journal de centre-droit, titre tout sec, fin juillet : « Quatorze détenus n'ont pas été assassinés au cours des années 1970, mais torturés à mort ! » (nuance). L'Uruguay, pays de 3,3 millions d'habitants, a sérieusement souffert sous son gouvernement militaire. La gauche, alliée au sein de la coalition *Frente Amplio*, cherche à inculper les militaires les plus coupables. « Les militaires sont des gens patients », menace l'éditorialiste de *Ultimas noticias*, « mais leur patience peut s'effriter à cause de ces jeunes gens mal élevés qui les insultent. »

CHILI

Début juillet, à Santiago du Chili, à l'ouest de la cordillère andine, Carmen Larranguibel Paz, du Réseau chilien pour un développement durable (ONG œuvrant pour un développement communautaire et écologique) soulignait dans une entrevue le brouillard maintenu par les grands médias chiliens, *El Mercurio*, *La Tercera*, entre autres, quant aux enjeux de la Zléa.

Au Chili, comme en Argentine, le mot Zléa (Alca) est vaguement connu, mais non pas ses implications, sa signification. Mme Larranguibel m'avertit gravement « qu'il y a un danger que la Zléa passe sans

mence par une forte dose d'éloge du budget, de sa transparence, de sa « démocratie », de remarques contre le système social qui exclut des gens et d'une dénonciation des opposants, « tous des traîtres ! », un rituel plutôt commun dans les réunions publiques du PT. On passe aux questions du jour, présentées par M. Passos de manière dégagée, souriante.

Trois sujets sont présentés : octroyer 70 \$ US par mois, chacune, à trois mille familles démunies; ensuite, donner de l'argent pour la construction d'un centre culturel pour la communauté religieuse Murialdo (basée en Italie), qui travaille avec les démunis; et enfin aider financièrement quelques écoles de samba.

Vient le moment du vote pour les familles démunies. Une porte-parole de la présidence demande : « Qui est pour ? » Les trois-quarts de la salle lèvent la main. « Qui est contre ? » Personne ne lève la main. « Qui s'abstient ? » Pas de main levée. Résolution adoptée. Pourquoi aucun vote négatif? On me répond : « C'est une bonne idée. » Ah !

La subvention pour l'ordre Murialdo est soumise au vote. Un représentant, la voix rauque et puissante, fait devant l'assemblée l'éloge du catholicisme, de quelques saints, institution populaire brésilienne par excellence... Pourtant plusieurs personnes s'opposent à ce que des fonds publics soient octroyés à l'ordre religieux ou aux écoles de sam-

ba. « En quoi ça concerne la ville ? », demande une jeune femme au nom de ce groupe. « On va créer une commission », intervient M. Passos. On sollicite des candidatures. La soirée commence à traîner et la moitié des représentants sont partis. La commission est composée sur le tableau noir. « Pourquoi créez-vous une commission au lieu de prendre un vote ? », demandai-je à M. Passos. « Parce que les gens n'étaient pas d'accord avec la présidence », répond le coordonnateur. Je me croyais dans *Alice au pays des merveilles*.

En juin 2001, à Porto Alegre, une commission universitaire internationale de 12 membres étudie la pratique du budget participatif. Elle critique l'inter-